

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le pouvoir présidentiel en matière de politique étrangère, la politique européenne, l'opération Turquoise au Rwanda, le blocus de Cuba et la levée de l'embargo sur les armes en Bosnie, Paris le 31 août 1994.

Mesdames et messieurs,

- Je crois que vous commencez une série d'entretiens à la suite de l'initiative qui a été prise et qui est excellente, de vous réunir de temps à autre pour que vous ayez en commun une perception aussi claire que possible des grandes lignes de la politique extérieure française.
- M. le Premier ministre, M. le ministre des affaires étrangères en particulier, M. le ministre de la coopération, M. le ministre des affaires européennes auront l'occasion de vous dire comment ils voient le développement des principales actions que nous avons à mener.
- D'abord je vous remercie de votre présence. Les affaires étrangères sont, parmi les plus importantes et les plus clairement définies par la Constitution. J'entends préserver très exactement les différentes répartitions des tâches de l'exécutif car c'est une sauvegarde pour la République et pour la démocratie et j'entends donc naturellement répondre aux obligations qui sont les miennes à votre égard puisque vous me représentez en particulier, - vous représentez la France - et que la plupart d'entre vous sont loin, siègent dans des capitales qui ne leur donnent pas souvent l'occasion de venir à Paris et je ne vous rencontre qu'une fois de temps à autre et certains pas du tout. C'est donc pour moi un plaisir que d'avoir la possibilité, aujourd'hui, de vous voir tous, comme cela, en face de moi, et de pouvoir identifier un très grand nombre d'entre vous.
- Il ne faut pas que vous ayez de complexe d'infériorité. Le débat sur la France grande puissance ou puissance moyenne est un débat qui m'a toujours insupporté. La France est un grand pays, doté d'une grande histoire. Et si beaucoup d'autres pays, au cours des siècles précédents et surtout du dernier, ont évolué de telle sorte que leur démographie, leur puissance économique a pu contre-balancer, même dans certains cas dépasser la nôtre, il n'empêche que la France reste, pas simplement pour des raisons juridiques, pas simplement parce qu'en 1945 certains actes ont été institués, elle reste dans l'esprit général l'un des pays par où passent les grandes décisions du monde.
- Pendant la majeure partie de ma vie politique, j'ai connu la domination de ce que l'on appelait les deux super-puissances, qui par leur accord tacite ou actif, indiscutablement interdisaient aux autres pays d'avoir certaines initiatives, même s'ils en prenaient malgré tout un nombre non négligeable. Aujourd'hui tel n'est plus le cas.
- Il reste donc un grand pays, les Etats-Unis d'Amérique, il se trouve que c'est un grand pays ami, qui dispose de moyens considérables. Cette amitié n'a pas besoin d'être proclamée de nouveau. La fidélité à nos engagements a, chaque fois, été respectée. Nous sommes parfois en divergence de vues, c'est le cas sur plusieurs dossiers actuellement. Nous n'entendons pas le moins du monde sacrifier notre tradition diplomatique et nos intérêts à quiconque mais nous traitons ces sujets de telle sorte qu'on ne peut pas en conclure qu'il y ait crise dans nos relations

avec les Etats-Unis d'Amérique.\

En fait, à l'heure actuelle nous disposons - vous en êtes les représentants - du deuxième réseau diplomatique en importance dans le monde, après les Etats-Unis d'Amérique.

- Votre "maison", le Quai d'Orsay, a fait l'objet d'une réforme récente qui a été mise en oeuvre par M. Juppé. Il m'avait soumis l'essentiel de ses projets et je les avais approuvés. Votre "maison" est si énorme, si importante et si diverse, qu'il était indispensable que l'administration s'y reconnaisse et dispose d'une fluidité et d'une rapidité qui me paraissent correspondre à ce que nous souhaitons.

- Je reçois vos télégrammes et même si cela vous étonne, je les lis à peu près tous, enfin, j'espère. Cela prend du temps quand même, parce que beaucoup d'entre vous ont un certain goût pour la littérature, un goût réel. Cela fait partie de votre formation. Mais c'est tout de même un moyen de savoir, un moyen actuel et moderne, de garder une information constante, sur les grands problèmes qui se posent dans le monde.

- Je vous en remercie et votre ministre peut vous dire la même chose ainsi que M. le Premier ministre : c'est très important. Certains diront que c'est un moyen un peu désuet : bien des moyens de communication sont plus rapides. Eh bien, non, je crois à la force de l'écrit et je dois dire que tous les agents du Quai d'Orsay ont été heureusement formés à cette discipline et continuent de la respecter. Ils ont raison.

- Trop de choses sont aujourd'hui ramassées dans des sigles ou dans des expressions toutes faites. Il faut se méfier comme de la peste de ce type de déviation.

- J'ai observé qu'au cours de l'année écoulée, quelques agents du Quai d'Orsay, des responsables, ont été frappés dans leur fonction, tués, enlevés, que les conditions de vie dans certaines capitales restent extrêmement périlleuses. Il y a une sorte de modèle de courage, de référence, qui continue d'inspirer le choix de carrière qui est le vôtre. Je n'ai pas observé de défaillance et, si je suis chaque fois péniblement frappé par ce qui peut arriver à tel ou tel d'entre vous, j'observe qu'aussitôt se pressent nombreux ceux qui sont prêts à assurer la relève. Je vous en remercie également.

- Vous allez vivre l'année 1995, pour la plupart, dans les capitales où vous représentez la France. Cela ne veut pas dire que vous serez très éloignés de la politique française. Je dois observer que sur les grandes lignes d'action, les évolutions de ces dernières années, les 13 années et même davantage que j'ai moi-même vécues et connues ici, ont fait que s'est dégagé peu à peu un ensemble d'idées claires et de comportements qui, s'ils ont besoin souvent d'être discutés entre le gouvernement et moi-même, n'ont pas provoqué jusqu'à lors de dissensions dommageables pour la conduite des affaires publiques. Ils n'ont pas de raison d'en provoquer, car il y a l'intérêt de la France qui passe avant le reste.\

Nous sommes sollicités par des problèmes que vous connaissez, bien entendu. Notre attitude à l'égard de l'Alliance atlantique n'a pas varié : nous sommes des alliés loyaux, mais nous ne sommes pas soumis aux directives venues de l'extérieur et je tiens beaucoup à ce que soit préservée cette ligne de conduite. Les rencontres entre les responsables sont extrêmement nombreuses sur le plan politique et sur le plan militaire et je crois avoir constaté qu'en fin de compte notre souci justifié, exigeant et constant pour l'avenir de notre indépendance, par rapport aux Etats-Unis d'Amérique et par rapport à l'Alliance en général et notre souci de loyauté, ne se sont pas trouvés en contradiction dans le vrai sens du terme. On ne nous a pas mis dans l'obligation de trancher les problèmes délicats en ayant le sentiment de trahir l'une ou l'autre de nos inspirations.\

La politique européenne se poursuit. Nous avons été parmi les principaux artisans de l'évolution de la Communauté, comme cela a été le cas depuis le début, c'est-à-dire depuis la communauté des Six. Je ne sais pas quel chiffre nous atteindrons à la fin de l'année : entre 12 et 16. Cela dépendra de la décision des peuples, surtout des peuples scandinaves. Nous verrons bien. Ce sera plus difficile à gérer mais, en même temps, cela donnera une image plus juste de l'Europe. Après en avoir beaucoup discuté avec M. le Premier ministre et M. le ministre des affaires étrangères en particulier, parfois M. le ministre de la défense, nous avons toujours veillé à ce que

le développement de l'Europe, son élargissement, ne se produise pas au détriment de sa force intérieure, de ses structures. C'est cela la grande menace.

- Vous vous rendez bien compte des difficultés que provoquerait le passage rapide de douze à beaucoup plus - si l'on acceptait toutes les demandes qui nous sont faites, le chiffre serait très important. Un jour, on répondra favorablement : nous ne sommes hostiles à aucune adhésion dès lors qu'il s'agit d'un pays démocratique. Mais l'afflux soudain de pays dont la vie économique est dérégulée et dont parfois le système intérieur n'est pas parvenu à l'évolution désirée, risquerait de détruire ce qui a été construit. Je recommanderais à la fois à ceux qui sont chargés d'exécuter notre politique et à ceux qui la perpétueront l'année prochaine et les années suivantes, je leur recommanderais de l'extrême prudence, ce qui ne veut pas dire de l'extrême réticence. Il n'y a pas de jeu préétabli. Aucun des pays de l'Est parvenant à la démocratie n'est exclu du chemin. Ils sont Européens. Ils ont les mêmes droits naturels que nous.

- Mais il est intervenu dans leur histoire une césure telle qu'on ne peut pas dire qu'ils soient, dès maintenant, disponibles pour prendre part autant qu'il convient aux institutions européennes. Certains d'entre eux se distinguent et se distingueront par leur réussite, ils seront acceptés plus rapidement que les autres. Ce n'est pas une distinction de valeur mais nous choisirons ceux-ci plutôt que ceux-là parce que nous voulons tout simplement que l'Europe ne soit pas boiteuse, qu'elle réussisse, que ce qui a été fait depuis quarante ans ne soit pas détruit par ce qui reste à faire. Ce qui n'ôte rien à la nécessité de donner un tour audacieux et nouveau à la construction de l'ensemble de l'Europe car je ne parle plus de la Communauté.

- Je trouve exagérément timides ceux qui en ont la charge, je ne parle pas des Français, je parle de la collectivité que nous formons au sein du Conseil européen. Soit on veut aller très vite et noyer les problèmes dans un magma où nous risquerions de ne pas reconnaître les nôtres et en même temps d'abîmer la grande réussite de l'après-guerre, soit on aurait une attitude négative chaque fois qu'un problème se poserait.

- Je me souviens d'avoir proposé dans un temps récent (ça fait quand même déjà au moins six ans) un type de confédération, système qui a été repris d'une autre façon, sur un terrain plus précis, par M. le Premier ministre avec le Pacte de stabilité qui devrait permettre aux pays de l'Europe de se connaître, de se rencontrer, de travailler ensemble, de mettre en commun leurs intérêts sans pour autant prétendre au statut immédiat de membres de la Communauté dont vous voyez les difficultés, tout en évitant l'isolement ou l'exclusion de qui que ce soit dès lors que les conditions de base sont remplies.

Et puis vous avez les grands problèmes de l'actualité je ne vais pas tous les énumérer. Il y a des problèmes brûlants : il y a celui de l'ancienne Yougoslavie. Je crois pouvoir dire que la France a perpétué une ligne de conduite raisonnable, nous ne passons pas notre temps à l'analyser, cela ce sera pour ceux qui écriront des mémoires, plus tard, (je ne m'inscris pas parmi eux ! mais je suis sûr que parmi vous, responsables politiques ou responsables diplomatiques le désir de vous exprimer ne manquera pas de vous titiller !) Pour raconter cette histoire il faudrait revenir à l'origine : pourquoi cette Yougoslavie a-t-elle éclaté ? Cela, on n'y peut rien. Mais de quelle manière cela a-t-il été géré dans les débuts ? Était-ce raisonnable ? Je ne reviens pas là-dessus. Ce qui est vrai c'est qu'aujourd'hui le problème de la Bosnie, en attendant les autres, n'a pas reçu de solution. On s'aperçoit quand même, qu'en dépit de tous les échecs de tous les mauvais vouloirs qu'on rencontre sur place particulièrement de la part des Serbes de Bosnie, le groupe de contact des grands pays est resté solidaire.

- Le sera-t-il toujours sur les prochaines mesures à prendre puisque les uns sont tentés par la levée de l'embargo sur les armes, que d'autres s'y refusent, que certains pensent qu'il conviendrait de trouver un système, un équilibre meilleur avec la Serbie de Belgrade en raison des différences de position adoptées par M. Milosevic au cours de ces dernières semaines ?

- Les débats vont s'ouvrir. Vous savez bien que l'on n'a pu obtenir un début de résultat qu'à compter du moment où ont été associés à la négociation l'ensemble des partenaires c'est-à-dire, les Etats-Unis d'Amérique, la Russie et l'Europe prise dans son ensemble. Nous tenons beaucoup à préserver cette unité, mais pas au prix du renoncement à quelques principes de base.

- Moi, ma position est simple : le refus de la levée de l'embargo sur les armes s'explique par le

souci de ne pas contribuer, aussi peu que ce soit, à envenimer (si l'on peut employer cette expression, les choses sont déjà allées très loin) la guerre de Bosnie et à ne pas nous trouver devant une situation qui irait se généralisant. Vous apercevez déjà les conflits latents entre la Grèce et l'Albanie, vous voyez se poser le problème de la Macédoine, voyez comment le Kosovo pose des problèmes dramatiques. Qu'en est-il exactement des relations entre la Croatie et la Serbie ? Qui a intérêt à réveiller l'ensemble de ces ambitions ou de ces contradictions ? Personne ! Nous trouver avec une guerre plus grave encore serait désastreux. Cependant si l'on observe tout ce qui n'a pas été réglé on n'oublie parfois, mais cela c'est bien commun dans la vie de tous les jours, d'observer tout ce qui l'a été, tout ce qui a été évité, tout ce qui a été empêché. Je souhaite que nous continuions dans cette voie.\

Nous avons eu des problèmes en Afrique. Naturellement vous les connaissez : deux pays ont révélé plus que d'autres les difficultés posées, pas spécialement à la France, mais posées au reste du monde, le Rwanda et l'Algérie.

- Le Rwanda : on a voulu faire à la France un procès tout à fait injuste dans la mesure où au moment où la guerre civile a éclaté la France depuis plusieurs mois, par les services rendus aux uns et aux autres était parvenue à faire accepter une paix avec un projet d'avenir, la constitution d'un gouvernement commun entre les adversaires, ce que l'on a appelé les accords Arusha. Nous avons fait intervenir les Nations unies qui s'étaient substituées à nos propres troupes, nous n'en avons plus sur place, et depuis déjà assez de temps pour que l'on ne puisse pas penser qu'il s'agissait de séquelles du temps précédent. Mais enfin toute occasion est bonne, pour beaucoup, de diminuer le prestige et l'influence de la France.

- Quand l'assassinat des deux présidents, celui du Burundi et celui du Rwanda, a eu lieu, ces pays se sont trouvés dans un état de déshérence quasi totale. Ceux qui avaient des comptes à régler, ils étaient nombreux, les extrémistes de chaque camp et en l'occurrence naturellement ceux qui ont accompli le génocide à Kigali et dans d'autres régions du Rwanda, se sont rendus gravement coupables. Mais la France dans cette affaire a constamment maintenu une position d'équilibre et de sagesse, et je dispose d'une lettre extrêmement chaleureuse du président du FPR, M. Kangyareme, qui remerciait la France, sur un ton particulièrement reconnaissant, de ce qu'elle avait accompli pour le règlement de la guerre là-bas, règlement qui en raison de la disparition des principaux responsables n'a pas duré longtemps.

- Mais la réaction de la France qu'on peut signifier par l'opération Turquoise a, je crois, rallié aujourd'hui la plupart des pays du monde qui se sont rendu compte que notre langage était simple, qu'il n'y avait pas de double langage, que l'on ne recherchait pas une aventure militaire aux relents coloniaux dans cette partie de l'Afrique (pas plus qu'ailleurs) mais que nous ne pouvions pas voir ce qui se déroulait au Rwanda, qui nous était apporté par l'image dans tous les foyers européens, et laisser faire.

- C'est à ce moment-là que, avec M. le Premier ministre spécialement, M. le ministre des affaires étrangères, M. le ministre de la défense, M. le ministre de la coopération, qui a eu un rôle particulier et qui l'a joué dans cette affaire avec beaucoup de précision, nous avons décidé cette opération Turquoise. Elle n'a pas été partout bien accueillie mais sa fin et le départ des soldats français ont été partout regrettés. J'observe donc que c'est une action à mettre vraiment au crédit de notre pays, d'autant plus que nos chefs militaires et les soldats sur place, contraints de remplir des obligations extrêmement pénibles, l'ont fait dans un esprit tout à fait étonnant de service à l'humanité. Opération humanitaire on peut le dire. C'est donc une très triste affaire dont la France se tire avec honneur.

- Si j'ai eu quelques empêchements tout à fait de circonstance, ils ne m'ont pas empêché de garder un contact qui a été aussi maintenu de son côté par M. le Premier ministre. J'y ai veillé constamment de telle sorte qu'aucune de ces décisions n'a été improvisée, toutes ont été examinées et retenues par l'ensemble de l'exécutif français.\

Pour l'Algérie que dire de plus ? Je crois que l'ensemble de nos réactions doit bien se ressembler, nous voudrions aider ce pays ami, nous voudrions aider ce peuple algérien, nous ne voudrions pas être mêlés aux luttes de factions, nous ne voulons pas être entraînés dans un

camp. C'est extraordinairement difficile, même l'aide économique et financière que nous avons maintenue, avec plus ou moins de force et selon les époques, depuis l'indépendance de l'Algérie est parfois interprétée, par les extrémistes les plus affirmés, comme une sorte de ralliement à un camp. Mais non ! Nous cherchons seulement à aider le peuple algérien. Quant aux affaires intérieures de ce pays nous ne souhaitons pas naturellement qu'elles se terminent et qu'elles s'achèvent par la victoire de quiconque ferait régresser les mœurs, les usages et les institutions jusqu'à des conceptions médiévales. Nous souhaitons, en tout cas, que ce soit le peuple algérien qui règle lui-même ses affaires de la façon la meilleure, de la manière la plus connue, la plus évidente, et qu'il devienne possible qu'il se prononce par la voie du suffrage universel. Naturellement nous en sommes loin.

- Je tiens à remercier particulièrement nos diplomates présents à Alger qui ont affronté, qui affrontent une situation difficile pour eux, avec pendant longtemps une inquiétude pour leur famille qui les oblige à vivre une vie de précautions permanentes et qui accomplissent leur devoir je dois le dire de la meilleure façon.\

Je ne ferai pas le tour de tous les problèmes, je vous l'ai dit. J'ai voulu esquisser quelques lignes que vous retrouverez dans les exposés des membres du gouvernement qui s'adresseront à vous, chacun à sa manière. Mais telle est la ligne politique française : renforcer la communauté de l'Europe & la démocratiser autant qu'il sera possible sans se laisser tromper par les mots, par l'usage d'un vocabulaire parfois démagogique & élargir l'Europe sagement pour ne pas la faire basculer du côté de sa destruction & comprendre que dans cette Europe il puisse y avoir des situations différentes mais ne pas aller jusqu'à désirer réunir dans la même Europe des situations exagérément différentes.

- Après tout, aujourd'hui, le Portugal, l'Irlande, la Grèce disposent d'un statut juridique égal à celui de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, et de l'Espagne. Il suffit qu'ils disent "non" pour que nous soyons nous-même empêchés. Et, après tout, c'est juste. Mais vous voyez combien ce système, à la longue, s'il est généralisé, est difficile à maintenir. Il ne faut pas en arriver non plus à la Diète polonaise ! Alors, une des solutions adoptées a été de multiplier les décisions majoritaires, de réduire les recours aux décisions à l'unanimité qui est difficile à atteindre. D'autre part depuis Maastricht, des droits et des compétences ont été accordés au Parlement, ce dont nous nous réjouissons. Mais nous voulons en même temps que les exécutifs nationaux, selon les règles qui ont été établies, précisées d'ailleurs à la tribune du parlement, soient également respectés. C'est-à-dire que la France continue de gérer ce qu'elle doit normalement gérer, ce qui est vraiment de son ressort, et que la communauté européenne gère ce que, par accord contractuel, on a décidé de gérer ensemble.

- La Commission et le Conseil européen ont également chacun leur rôle à jouer. Le Conseil constitue une réalité politique qui, aujourd'hui encore, représente très fidèlement les peuples en question. Cela ne veut pas dire que le Conseil européen doit disposer de tous les pouvoirs. La Commission fait son travail, un énorme travail & le Parlement a son rôle et ses institutions particulières. Elles ne sont pas négligeables. Et je ne parlerai pas des institutions judiciaires. Donc, la ligne est simple, maintenant : ayons les yeux vraiment fixés sur l'autre Europe, qui est la même Europe et veillons seulement à ce que l'histoire s'aligne très exactement sur la réalité, la réalité juridique, économique, sur ce que l'on peut faire. Puis chaque génération a sa charge : ceux qui nous succéderont verront bien ce qu'ils auront à faire. Mais, c'est vraiment la principale de nos préoccupations.\

Je vous ai parlé de l'Afrique. Nous y sommes toujours présents. L'opération de la dévaluation du franc CFA était difficile & je crois qu'elle est en passe de réussir. Les soucis exprimés par les responsables, soucis d'abord d'explication, - dans le fond on s'était mal compris -, et ensuite d'adaptation économique, ont été pris en compte et rares sont les pays qui continuent en réalité de ne pas tenir compte ou de désirer ne pas tenir compte de la décision prise ou de la regretter. Cela ne sert à rien de regretter : les choses sont faites. Nous avons pu maintenir un bon climat avec les pays africains en maintenant la ligne de conduite que j'ai définie à La Baule il y a quelques années, qui était déjà dans la pensée de mes prédécesseurs, à savoir qu'étaient

indissociablement liées les deux notions de démocratie et de développement.

- Si vous considérez ce qui s'est produit simplement depuis quatre ans, vous seriez étonnés de constater le nombre des Etats africains qui ont commencé à se démocratiser, c'est-à-dire à installer, chez eux, le pluralisme démocratique des partis, des élections contrôlées, donc des élections libres, et qui peu à peu, sans pouvoir prétendre répondre exactement aux exigences de Montesquieu, se trouvent tout de même sur la voie, sur le chemin que nous avons souhaité. A la France et à ses partenaires africains de parfaire cette entreprise, assez difficile vous le savez bien, mais qui a porté ses fruits dans pratiquement la totalité des pays d'Afrique francophone à l'exception de quatre d'entre eux.

- Seulement, il faut bien faire attention et je dois constamment moi-même m'en garder, - je suppose que cette sollicitation vous est faite -, il faut se garder des réflexes colonialistes. Il y avait des réflexes colonialistes fâcheux, - enfin, c'est notre histoire et tout n'a pas été mauvais dans cette entreprise, donc je ne participe pas à la dénonciation générale -, qui consisteraient à prendre des décisions pour autrui, des décisions à partir d'une nation leader : la France. Et j'observe que beaucoup de gens qui sont souvent mes amis personnels, quand nous discutons de ces choses, voudraient dicter aux pays africains leur processus démocratique.

- On les y invite mais nous n'avons pas le moyen d'intervenir et nous n'avons pas l'intention, non plus, d'envoyer un bataillon pour obliger tel ou tel pays à observer d'un peu plus près ce qui se passe, on va dire dans la Creuse, dans le Jura ou dans les Côtes d'Armor ! Non, cela ne se passe plus de cette façon, mais des progrès sont évidents. Voici donc deux grandes lignes d'action. \ Je n'oublie naturellement pas notre présence en Asie, en Extrême-Orient. Face aux conflits du Proche Orient : la France, je crois, garde une bonne position. La manière dont les Palestiniens nous considèrent nous laisse penser que nous avons gardé tous les atouts historiques de la France sans altérer notre relation de bonne qualité avec Israël. Nous nous réjouissons des progrès qui sont faits là-bas. Nous souhaitons que cela se généralise.

- Nous considérons qu'il serait possible et souhaitable de voir le problème irakien trouver une solution. Elle est possible. Elle ne sera possible, si vous voulez connaître mon sentiment, que si l'Irak lui-même se soumet aux obligations qui sont les siennes. Sur plusieurs points il l'a fait.

- Mais on ne peut pas non plus laisser les Kurdes à la disposition des passions - on peut le dire - racistes pas plus d'ailleurs que les Irakiens du Sud. Mais ce qu'il faut bien dire c'est que tous ceux qui prétextent aujourd'hui un désir invoué de partition de l'Irak, ne se servent de cet argument que pour pouvoir faire une démonstration par le pire. \ cela n'est pas dans notre pensée. Et nous serions hostiles à toute initiative de ce genre et d'ailleurs je n'en connais pas.

- Il faut préserver les frontières, la diplomatie française n'envisage en rien un démembrement de ce pays, s'opposerait d'ailleurs à toute tentative de ce genre mais simplement demande que le droit reste le droit : droit international et droit interne, nous avons pour charge d'y veiller.

- J'ai vu de quelle manière nous avons traité le problème chinois, - enfin "traité" - qui n'est pas achevé de l'être. Je recevrai d'ailleurs dans quelques jours le Président de la République de Chine. C'est assez délicat, difficile. Plusieurs d'entre vous ont occupé des hauts postes en Chine et connaissent la délicatesse de la matière. Il y a naturellement des contradictions avec Taïwan. Il ne faut pas non plus que la France se soumette à toutes les exigences des autres et se comporte comme un bon soldat dès qu'un pays étranger fronçe le sourcil. Et de l'autre côté, nous n'avons pas intérêt à provoquer des difficultés inutiles.

- Je crois que tous les couples, en matière internationale, ressemblent assez aux couples de la vie privée : c'est toujours compliqué. Alors, il faut le savoir et s'en tenir à quelques notions simples. C'est ce que nous nous efforçons de faire.

- Je ne saurais oublier la contribution très importante des organismes de la défense, de notre Etat-Major, de nos officiers et de nos soldats. La diplomatie, souvent, a besoin de ce concours et vice-versa les grandes actions militaires de la France ont besoin de bons diplomates tout à côté, sans quoi les choses iraient en boitant.

- Je dois observer que le développement de nos actions au cours de ces dernières années nous a permis de faire marcher de pair les différentes forces qui agissent dans ce domaine. \

Il reste tant d'autres choses. Vous avez maintenant Haïti. la France a des devoirs particuliers.

Elle n'entend pas se laisser embarquer dans n'importe quelle aventure et en même temps elle doit être solidaire, mais tout ceci est la pratique quotidienne.

- Si je dois faire part de mes sentiments personnels - qui doivent être affinés et mis au net dans toute oeuvre gouvernementale qui exige naturellement une délibération commune - d'une façon générale, et là je me contredis avec ce que j'exprimais à propos de la Bosnie, je ne suis pas favorable à la multiplication des embargos, je trouve cela tout à fait dommageable. Cela a été d'ailleurs l'objet de ma première conversation avec M. Clinton lorsque je me suis rendu à Washington, je ne comprenais pas la continuation de l'embargo sur le Vietnam. Certes, je peux comprendre les réactions des Américains qui ont encore des problèmes humains, de sensibilité par rapport au sort des leurs, encore prisonniers. Malgré tout j'observe que mon conseil a été en fait suivi. Si le droit n'a pas vraiment changé, je sais que nos entreprises rencontrent beaucoup d'entreprises américaines sur le terrain, au Vietnam.

- De même, j'ai toujours dit à M. le ministre des affaires étrangères, qui a quelque peine quelquefois je crois à me suivre, que l'embargo sur Cuba me paraît tout à fait choquant.

- Aujourd'hui il n'y a pas que le régime - on en pense ce que l'on voudra - il y a aussi la misère, la famine. Il faut penser que les Etats-Unis d'Amérique tiennent ce pays à la gorge depuis des dizaines d'années et qu'il a perdu le petit espace par où passait "l'oxygène russe" et qu'étrangler ce peuple derrière cet embargo n'a plus aucun sens, il ne représente plus aucun danger pour la paix du monde, plus aucun danger pour les Américains.

- Seulement naturellement dans une démocratie, ce qui est difficile, c'est qu'il y a des électeurs ! Quand il y a des électeurs, il y a des élections ! Il y a beaucoup de Cubains en Floride. Les élections il faut les gagner et il y en a tous les six mois ou à peu près : j'exagère peut-être un peu. J'ai lu ici ou là qu'en France, on songeait à faire de même : je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur modèle !

- Je trouve injuste cette façon de faire et je préfère le dire clairement aujourd'hui ici même : la méthode qui consiste dès qu'il y a une difficulté quelque part à bloquer un pays au gré des intérêts d'un seul et non pas de la communauté internationale me paraît tout à fait une manière primitive.

- Et puis les malheurs s'accumulent. De ce point de vue, nous avons eu des problèmes sur Haïti qui étaient des problèmes de même ordre pour d'autres raisons bien entendu.

- Mesdames et messieurs, je vous remercie de votre attention. Je veux exprimer la confiance du Chef de l'Etat dans les agents qui ont la charge de conduire dans des conditions souvent extrêmement difficiles la politique extérieure de la France, la représentation de la France, la défense des intérêts de la France, la défense parfois des intérêts de la vie des Français. Ceci s'accomplit de telle manière que je ne peux que vous dire au nom de notre pays, la satisfaction que j'éprouve devant la façon dont est menée votre action.

- J'étais récemment en Afrique du Sud, j'ai pu voir à quel point la France se trouvait aujourd'hui estimée, aimée et disposait d'un crédit moral considérable. Je souhaite que cela se répande un peu partout, que l'on continue de nous considérer non seulement comme un partenaire avec lequel on doit discuter sérieusement et pas simplement par la force des sentiments ou par les liens de l'histoire mais aussi comme un pays qui, peut être plus que d'autres, reste animé par un idéal exprimé depuis deux siècles constamment par les plus grands interprètes de la pensée française.\